

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de Picardie

Soissons, le 27/03/2009

Unité territoriale de l'Aisne
Subdivision 3
47 avenue de Paris - 02200 SOISSONS
Tél. 03.23.59.96.00 - Fax 03.23.59.96.10

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud sur le territoire de la commune de CIRY-SALSOGNE

Exploitant : société EIFFAGE à CIRY SALSOGNE.

Réf. : Bordereaux n°7642 des 29 mars 2005, 16 septembre 2005, 12 octobre 2005, 17 octobre 2005, 19 octobre 2005, 2 novembre 2005, 7 novembre 2005, 10 novembre 2005, 15 novembre 2005, 16 novembre 2005, 6 décembre 2005, 13 décembre 2005, 29 décembre 2005, du Préfet de l'Aisne et des 9 septembre 2005 et 19 décembre 2005 du Sous-Préfet de Soissons.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral et annexes.

**RAPPORT DE PRESENTATION
AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

DU

EIFFAGE à CIRY SALSOGNE (02)

Par bordereaux ci-dessus référencés, Monsieur le Préfet de l'Aisne nous a transmis, pour rapport de présentation et proposition au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, les résultats des consultations sur la demande d'autorisation déposée par la société EIFFAGE en vue de régulariser une centrale d'enrobage à chaud sur le territoire de la commune de CIRY-SALSOGNE.

I - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

I.1 - Contexte

Le présent dossier est instruit en application du livre V de la partie législative du Code de l'Environnement et des articles R 512-3 et suivants du code de l'environnement.

Il concerne la demande d'autorisation d'exploiter, déposée par la société EIFFAGE, pour l'ensemble de ses activités du site de CIRY-SALSOGNE.

I.2 - Identification du demandeur

Raison sociale	:	EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS
Adresse du siège social	:	2/12 rue Hélène Boucher 93330 NEUILLY SUR MARNE
Adresse du site	:	9 route de CONDE Lieudit "La cour maçonneuse" côté de "La bouche à Vesle" 02220 CIRY SALSOGNE
Statut juridique	:	Sociétés, dont les pouvoirs sont détenus par EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS, présentes sur le site de Ciry Salsogne :
Activité laboratoire de recherche :		SNC EIFFAGE Travaux Publics Gestion et Développement
Activité fabrication de liants hydrocarbonés:		SNC APPIA Liants Nord Est
Activité fabrication d'enrobés :		SNC MORIN Enrobés Aisne
Activité travaux routiers :		SNC EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS Est-Picardie
Téléphone	:	03.23.55.64.64
Télécopie	:	03.23.55.64.65
Code NAF	:	452 P
Effectif	:	34 personnes
Nom et qualité du demandeur	:	M. , Directeur régional Nord de EIFFAGE TP
Interlocuteur pour le dossier	:	Mme. , en charge de ce dossier

I.3 - Description du projet

Ce site de 14,5 ha a été exploité entre 1952 et 1989 comme carrière de grève par les sociétés PERRIER puis MORIN ; la production d'enrobés à chaud y a débuté en 1964. Ce dossier a été déposé par la société ROUTIERE MORIN, aujourd'hui EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS.

Les activités aujourd'hui exercées sont les suivantes :

- criblage de sables et granulats (150 000 t/an) ;
- malaxage de matériaux "blanc" destinés à la réalisation de couches de fondation de chaussées (100 000 t/an) ;
- enrobage à chaud de matériaux routiers (enrobé de matériaux "noirs"), d'une capacité de 150 000 t/an ;
- fabrication de différents bitumes et émulsions (liants), la production des 2 unités exploitées est de 15 000 t/an ;
- laboratoire EIFFAGE T.P. G.D. (Gestion et Développement), qui réalise des contrôles, études et recherches sur ces produits.

Les matières stockées et mises en œuvre sont notamment les suivantes :

- 30 000 t (soit 20 000 m³) de matériaux "neufs", extraits des carrières de la région,
- 300 à 400 t/mois (soit un stock maximum de 5 000 t) de sables de fonderie valorisables (teneur en phénols inférieure à 5 mg/kg), générés par la fonderie FOCAST (ex BAXI) de VILLENEUVE St GERMAIN,
- 15 000 m³ de résidus de fabrication (déchets d'enrobés), de retours de chantiers, de déchets de béton,
- 180 m³ de bitumes,
- 60 m³ de fioul TBTS, 50 m³ de gazole, et 50 m³ de fioul domestique,
- 15 m³ d'acide chlorhydrique, utilisé pour la fabrication d'émulsions,
- 1,5 m³ de perchloroéthylène utilisé au laboratoire EIFFAGE TP G.D. et dans les usines de liants, pour le dégraissage, désenrobage et nettoyage du matériel.

EIFFAGE T.P. sollicite également l'autorisation d'implanter une installation mobile de concassage criblage de matériaux recyclés, en vue de leur réutilisation. Cette installation fonctionnera de l'ordre de 4 mois par an, et emploiera 2 personnes supplémentaires.

I.4 - Le site

Le site est situé sur la commune de CIRY SALSOGNE, sur les parcelles section A n°825, 822, 585, 826 (pour partie), 750 (pour partie) et 575 (pour partie), propriétés de la société EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS.

Le site se trouve à une altitude d'environ 50 m, et n'est pas situé en zone inondable. Les sociétés PERRIER puis MORIN y ont exploité une carrière, remblayée avec des matériaux alluvionnaires.

L'emprise totale du site représente 14ha 50a, dans une zone industrielle dont la valeur écologique est extrêmement réduite, compte tenu de l'existence depuis plus de 15 ans de l'exploitation.

La limite « Est » du site longe la route départementale D 531. A 250 m au nord du site, coule la Vesle, petite rivière qui se jette dans l'Aisne, elle-même située à 750 m au nord ouest des installations. Les zones d'habitations les plus proches sont situées à Condé-sur-Aisne (à 1 km au nord), Missy-sur-Aisne (à 2 km à l'ouest), Sermoise (à 2 km au sud-ouest) et Chassemy (à 2.5 km à l'est). Une ferme isolée et un lotissement se trouvent respectivement à 275 m à l'est, de l'autre côté de la RD 531, et à 400 m au sud du site.

I.5 - Situation administrative

Ce site est actuellement réglementé par l'arrêté et les récépissés de déclaration suivants :

- arrêté n°7642 en date du 10 novembre 1989 :
- régularisation de la centrale d'enrobage à chaud
- création d'une unité de liants hydrocarbonés
- récépissé n°9454 du 11 décembre 1998 :
- centrale de malaxage
- centrale de criblage de matériaux routiers
- récépissé n°RD/2000/020 du 17 février 2000 : détention et stockage de sources radioactives scellées
- récépissé du 26 juillet 2001 : exploitation d'une cuve de 1500 l de perchloréthylène.

Au regard des éléments contenus dans le dossier, les installations classées concernées par la demande sont les suivantes :

N° rubrique	Désignation des activités	A, D ou NC	Rayon d'affichage	Détail
1434.1	1. Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : a) Supérieur ou égal à 20 m³/h	A	1 km	Distribution de carburant (bitume fluxé, gazole et FOD). Capacité maximale 25 m³/h
1520.1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	A	1 km	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 1530 t.
1715.1	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001. 1° La valeur de Q est égale ou supérieure à 10⁴	A	1 km	Trois sources sont présentes sur le site : le banc gamma et deux troxler. La valeur de Q est calculée ci-après : $Q = \sum (A_i / A_{exi})$ $Q = (1,480 \cdot 10^9 / 10^4) + 2 \cdot (0,296 \cdot 10^9 / 10^4) + (2,960 \cdot 10^9 / 10^4)$ $Q = 50,32 \cdot 10^4$
2515.1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 200 kW	A	2 km	La puissance totale installée est de 490 kW : Installation de malaxage (100 kW) Unité de criblage (50 kW), Unité de concassage mobile (340 kW)
2521.1	Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') 1. A chaud	A	2 km	1 centrale permanente Puissance de 400 kW/h - Capacité de 160 t/h
1432.2b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³	DC	-	Capacité équivalente : 51 m³
1175.2	Organohalogénés (Emploi de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 et du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. 2. Supérieure à 200 litres, mais inférieure ou égale à 1500 litres	D	-	la quantité maximale de perchloréthylène susceptible d'être stockée est de 1500 l

N° rubrique	Désignation des activités	A, D ou NC	Rayon d'affichage	Détail
2517.2	Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, b) supérieure à 15 000 m ³ , mais inférieure ou égale à 75 000 m ³	D	-	la capacité de stockage est de 70 000 m ³
2915.2	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l :	D	-	la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 16 400 litres
2920.2b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, : 2. Dans tous les autres cas : b) Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW :	D		55 kW
1172	Dangereux pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t	NC		la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 10,7 t.
1611	Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, picrique à moins de 70 %, phosphorique, sulfurique à plus de 25 %, oxydes d'azote, anhydride phosphorique, oxydes de soufre, préparations à base d'acide acétique et d'anhydride acétique (emploi ou stockage de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t	NC		la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 17,5 tonnes
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1000 m ³	NC		Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant de 60 m ³
2930.1	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	NC	-	La surface de l'atelier est de 300 m ²

A : Autorisation – DC : Déclaration Contrôlée – D : Déclaration – NC : Non Classé

II - PRÉSENTATION ET ANALYSE DE L'ETUDE D'IMPACT PRESENTÉE PAR LE DEMANDEUR

Analyse de l'état initial du site, de son environnement et analyse des inconvénients.

II.1 - Impact sur l'eau

2.1.1 Approvisionnement :

Le site a consommé en 2005 environ 6 000 m³/an d'eau de ville pour les usages suivants :

- sanitaires,
- laboratoire,
- fabrication des liants (qui consomme une large partie de l'eau de ville); les eaux de refroidissement étaient jusqu'alors collectées dans une citerne et recyclées à 70% dans les installations de malaxage et de lavage

Depuis début d'année 2007, des investissements ont été faits permettant de recycler intégralement les eaux de refroidissement de l'usine de liants.

Ainsi, sur les 6 000 m³ d'eau utilisés au niveau de l'usine de liants, 2 700 sont intégrés dans les produits, et les 3 300 m³ complémentaires sont désormais intégralement recyclés grâce à l'installation d'aéroréfrigérants.

A compter de 2007, l'apport d'eau de ville ne représentera qu'un volume de 2 700 m³.

La centrale de malaxage était jusque-là alimentée par le rejet des eaux de refroidissement de l'usine de liants. Avec la mise en place des aéroréfrigérants, elle est désormais alimentée par des eaux de forage : entre 800 et 1 500 m3/an selon la pluviométrie et donc l'humidité des matériaux utilisés.

Le forage a une profondeur de 40,20 m. Ses caractéristiques ont été fournies par l'exploitant.

Au niveau de l'alimentation en eau du réseau public, un clapet anti-retour a été installé.

2.1.2 Réseau d'assainissement :

Le réseau d'assainissement est de type séparatif.

Les eaux usées d'origine domestique sont traitées par une fosse septique, avec champ d'épandage.

Les eaux de lavage des sols et machines, à l'intérieur de l'usine de liants, sont considérées comme des eaux résiduaires. Ces eaux résiduaires sont collectées dans deux bassins tampons (décanteurs de 4,5 et 2 m3) qui sont curés périodiquement par une société spécialisée (de l'ordre de 23 t collectées annuellement). Ces bassins tampons ont été rendus étanches par des travaux réalisés fin 2006 – début 2007. Le trop plein de ces bassins conduit vers un bassin étanche d'une capacité de 150 m3 (prévu désormais également pour collecter les eaux d'extinction incendie). Il n'y a donc pas d'eau industrielle rejetée dans le milieu naturel.

Les eaux pluviales de toiture transitent via le séparateur à hydrocarbures (de 5000 l, d'un rendement > 97%) et rejoignent la réserve d'eau pompiers de 600 m3. Une surverse naturelle s'effectue ensuite vers un étang.

Les eaux pluviales de voirie transitent via ce même séparateur à hydrocarbures et rejoignent la réserve d'eau pompiers de 600 m3. Toutefois, une vanne incendie est mise en place sur ce réseau, et permet, une fois activée, de diriger les éventuelles eaux extinction incendie vers une réserve de 150 m3.

Les eaux de l'installation de lavage de véhicules passent par le réseau d'eaux pluviales, transitent via le séparateur et rejoignent le bassin de 600 m3.

Une fois par an, EIFFAGE Travaux Publics fait une analyse des eaux rejetées au niveau des débourbeurs – déshuileurs dans le bassin. pH, température, MES, DCO et hydrocarbures sont suivis annuellement. Tous les 2 ans, des analyses sont faites sur les paramètres : sulfate, HAP, métaux lourds, Pb, As, Cd, Hg et Cr VI.

La plate-forme de stockage des sables de fonderie a été rendue étanche courant 2005.

La zone de stockage des sables permet de recueillir dans le regard les eaux de ruissellement de la plate-forme. Les eaux sont évacuées vers un organisme extérieur agréé pour traitement.

Les boues de décantation de sable de fonderie sont réincorporées au stock de sable de fonderie.

2.1.3 Sols et Eaux souterraines :

La vulnérabilité de la nappe - dont le toit se situe à une altitude de 42,5 à 43 m NGF - est assez élevée compte tenu de la nature perméable des sols : l'ensemble du site est donc revêtu d'une couche d'enrobé.

Trois captages AEP sont situés à plus d'un kilomètre en amont hydraulique du site. Leurs périmètres de protection sont tangents de la RD 531, et n'atteignent pas le site exploité par EIFFAGE. Les étangs qui bordent le site se trouvent également en amont hydraulique du site.

Les stockages de produits liquides dangereux ou nocifs ont été mis en conformité par EIFFAGE (fuel domestique, déplacement cuve de gasoil faits en 2005 ; fluide caloporteur usine 2, dope, bitume fluxé prévus pour 2006). L'aire de stockage des différents fûts (produits de rinçage, DIS etc...) a été couverte : sa rétention est effective.

EIFFAGE Travaux Publics a fait réaliser une étude de sols, notamment sur l'ancienne zone de stockage des sables de fonderie. Des sondages ont été faits sur cette zone à des profondeurs de 40 cm, 1m et 1.50 m. Les analyses sols réalisées sur d'autres zones du site ne révèlent aucun problème de pollution notable.

Actuellement aucun suivi des eaux souterraines n'est réalisé sur le site. Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation propose la mise en place d'un suivi.

II.2 - Impact sur l'air

Les installations sont alimentées en électricité depuis le réseau de la SICAE. Seul le concasseur est alimenté par 2 moteurs thermiques.

Les rejets canalisés dans l'air de l'entreprise sont :

- les rejets du tambour sécheur via la cheminée du filtre à manches
- les rejets issus de la fabrication :
 - . centrale d'enrobage - cuves de stockage de bitume via leurs événements,
 - . usine de liants I (réacteur à polymères) et usine de liants II (fondeur à amines) – cuves de stockage de bitume, de bitumes fluxés, et d'huile de fluxage via leurs événements ; et cuves d'émulsion de Ralumac via leurs événements
- les rejets issus du stockage et du chargement / dépotage des produits : postes de chargement d'émulsion et poste de chargement de bitumes fluxés

Les informations sur les rejets susceptibles d'être émis sur le site de Ciry-Salsogne sont extraites et extrapolées d'une campagne de mesures réalisée en 2005 sur le site de Montescourt-Lizerolles (mêmes produits fabriqués et stockés, même capacité nominale de tambour sécheur), et du contrôle annuel sur la centrale d'enrobage de Ciry-Salsogne réalisé en août 2006.

La centrale d'enrobage à chaud fonctionne au fioul TBTS (très basse teneur en soufre). Les rejets gazeux s'effectuent via une cheminée culminant à 25 m : les campagnes de mesures réalisées ont montré que ces rejets sont conformes aux limites fixées par l'arrêté du 2 février 1998.

Après analyse et au vu de l'activité, les agents traceurs de risque retenus sont : l'acétaldéhyde, le formaldéhyde et les poussières.

Le calcul des indices de risques et excès de risque individuel conclut au fait que l'activité du site seul n'entraîne pas, pour ces polluants, des risques d'apparition d'effets sur la santé. Par contre, en prenant en compte les bruits de fond (valeurs d'ATMO Picardie pour les poussières et valeurs de l'OMS pour le formaldéhyde et l'acétaldéhyde), l'activité du site entraîne un dépassement des valeurs toxicologiques de référence pour tous les agents traceurs de risque étudiés. EIFFAGE indique que ce dépassement est uniquement dû au bruit de fond.

Les effluves de COV émises par le bitume fluxé (réputé pour émettre le plus de COV), lors de sa fabrication et lors de sa distribution, sont traitées par adsorption sur charbon actif.

En cas de sécheresse, un arrosage des pistes et des stocks de produits pulvérulents limitera l'envol des poussières.

Les villages et habitations les plus proches ne sont pas sous les vents dominants (orientés vers le Nord Est).

II.3 - Bruit

Cet établissement, distant à environ un kilomètre du village de CIRY SALSOGNE, est exploité de 6 à 18h. La centrale d'enrobage est susceptible d'être exploitée de nuit 2 fois par an.

Les habitations les plus proches sont situées à 275 m à l'Est (ferme) et à 400 m au Sud (lotissement) du site.

Les mesures du bruit réalisées en limite de propriété, et dans les zones à émergence réglementées (ferme et lotissement susvisés) ont montré le respect des valeurs limites admissibles.

Le bruit ambiant du site - concasseur projeté en fonctionnement - a été estimé grâce à des mesures réalisées sur d'autres sites du groupe : il serait légèrement supérieur (72,8) ou égal (70) aux 70 dB(A) tolérés en limite de propriété. Les stocks de matériaux, et la possibilité de déplacer cet appareil mobile, permettront de respecter ce seuil maximum toléré.

L'approvisionnement en matériaux et produits est réalisé par la route (70 camions / jours, soit 140 rotations) et la voie ferrée (2 trains par an, soit 2600 t). Les produits finis sont emportés par la route (55 camions / jour, soit 110 rotations).

Le concasseur ne générera pas de trafic routier supplémentaire : les camions repartant actuellement à vide des chantiers transporteront les matériaux à recycler.

II.4 - Déchets

La valorisation en technique routière des sables de fonderie, des déchets de bétons et d'enrobés répond aux objectifs du PREDIS approuvé le 1^{er} février 1996.

Le fondoir à bitumes et à émulsions permet de recycler dans le procédé 500 kg/j des bitumes non épandus lors des chantiers.

Les déchets non valorisables en interne (huiles, chiffons, batteries, solvant de nettoyage et de dégraissage, ...) sont stockés sur une aire spécifique, puis éliminés à l'extérieur du site.

Par ailleurs, les transformateurs imprégnés de PCB/PCT déclarés en 1998 ne sont plus présents sur le site de CIRY-SALSOGNE.

III - INVENTAIRE DES RISQUES

Les principaux risques sont liés au stockage de matières inflammables ou susceptibles de dégager des vapeurs inflammables.

Au niveau pollution de l'air, les risques résident au niveau des vapeurs toxiques qu'en cas d'incendie les produits de décomposition du fioul lourd (CO, CO₂, mélange d'hydrocarbures...) peuvent dégager. En condition de stockage, il peut également y avoir dégagement d'hydrogène sulfuré. De même, le bitume et certains autres produits utilisés dans l'usine de liants, pourraient, à l'occasion d'une surchauffe ou d'un incendie, provoquer la formation de vapeurs toxiques ou s'enflammer. D'une façon générale, compte tenu des quantités de produits stockées concernées, et des conditions environnementales favorables (éloignement des habitations ou bâtiments occupés par des tiers, direction des vents dominants opposée aux zones habitées), les conséquences des accidents évoqués ci-dessus seraient assez limitées.

Au niveau pollution de sols, les risques de déversement de produits liquides sont pris en compte, avec le cas échéant les rétentions qui sont mises aux normes sur l'ensemble des installations du site.

Au niveau pollution de l'eau, les eaux qui proviennent du ruissellement sur les installations, l'atelier, l'aire de remplissage de carburant, les engins, ainsi que les eaux issues de l'aire de lavage sont susceptibles d'être chargées en particules minérales (sables, poussières, ...) et en hydrocarbures (huile, gazole, fuel domestique, ou fuel lourd) à la suite d'un incident, d'un accident ou d'une erreur de manipulation. Ces eaux sont récupérées à travers un réseau de collecte et dirigées vers un débourbeur-déshuileur puis dans un bassin de rétention étanche de 1 000 m³. En cas de pollution détectée dans ce bassin, les rejets au

milieu naturel seraient arrêtés le temps de traiter les eaux du bassin. En effet, un obturateur automatique se déclenche dès que le niveau en hydrocarbures est trop élevé ; entraînant la fermeture de la vanne de rejet.

– Moyens de lutte contre un incendie

L'entreprise dispose d'extincteurs dont le nombre, le type et la répartition, ont été définis réglementairement par un organisme spécialisé.

La réserve d'eaux extinction incendie est constituée par le bassin de 600 m³. Les eaux d'extinction incendie seront récupérées au niveau d'un bassin étanche. Une vanne incendie permet la déviation du réseau d'eaux pluviales vers ce bassin.

IV - EXAMEN DU DOSSIER - COMPLETUDE

IV.1 - Caractère complet

Le dossier de demande d'autorisation présenté par la société EIFFAGE comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R 512-3 et suivants du code de l'environnement.

IV.2 - Caractère régulier

Conformément aux dispositions des articles R 512-3 et suivants du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis doit être en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'environnement.

Le dossier a été estimé suffisant pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure réglementaire les principales caractéristiques de l'installation projetée.

L'exploitant a fourni plusieurs compléments au dossier. Ceux-ci répondent à la plupart des questions soulevées.

Le dossier étant complet sur la forme et suffisamment explicite pour permettre aux parties consultées d'émettre leurs avis, nous avons proposé au Préfet de l'Aisne, par rapport du 31 mai 2005, de procéder aux enquêtes administrative et publique.

V - INSTRUCTION DE LA DEMANDE

V.1 - Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 26 septembre au 27 octobre 2005.

Elle a concerné la commune de CIRY SALSOGNE, mais également les communes de CELLES SUR AISNE, CHASSEMY, CHIVRES VAL, CONDE SUR AISNE, MISSY SUR AISNE, SERMOISE, VAILLY SUR AISNE et VASSENY comprises dans un rayon de 2 km autour du site.

Le commissaire enquêteur a tenu 5 permanences en mairie de CIRY SALSOGNE. Seule une personne de Vasseny est venue consulter le dossier, et a déposé une lettre de remarque. Cette personne « constate que le concasseur-cribleur mobile va engendrer des nuisances sonores, en particulier pour les riverains du Domaine des Etangs ». De plus, elle « ne comprend pas que l'on n'ait pas tenu compte de la proximité du terrain de camping ».

Le commissaire enquêteur a répondu à cette personne que :

- l'étude d'impact est réalisée afin de déterminer le niveau de nuisances sonores pour l'environnement. Celle-ci a montré que des solutions existent afin de réduire le niveau de ces nuisances.
- le terrain de camping est un terrain communal, son ouverture est très récente, et le site de production APPIA existait bien avant cette installation. A ce jour, aucune plainte n'a été enregistrée par la municipalité.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur demande à l'exploitant l'état d'avancement concernant la mise sur rétention de tous les produits susceptibles de générer une pollution sur les sols.

L'exploitant a répondu avoir pris en considération cette obligation réglementaire.

Le 15 novembre 2005, le commissaire enquêteur conclut l'enquête ainsi :

« Considérant que :

- la société APPIA exploite une centrale d'enrobage à chaud sur le site de Ciry Salsogne, l'arrêté préfectoral n° 7642 en date du 20 novembre 1989 autorise cette exploitation. Certaines installations et activités ont été modifiées, ce qui justifie cette nouvelle demande d'autorisation.
- à l'exception de la réception d'une lettre de remarques émanant d'une habitante de Vasseny, aucune autre observation ou remarque n'a été formulée pendant cette enquête publique par les habitants de la commune de Ciry Salsogne où est implantée la société APPIA, ni par les habitants des 8 autres communes dont une partie du territoire est située à moins de 2 kilomètres des limites d'exploitation envisagée.
- le dossier présenté par la société APPIA est bien documenté. Il comporte par ailleurs une étude d'impact et une étude des dangers particulièrement détaillées, ainsi qu'une notice d'hygiène et de sécurité.
- le mémoire en réponse reçu le 10 novembre 2005 suite à une question du commissaire enquêteur concernant les risques de pollution du sol et du sous-sol (problème de l'insuffisance des volumes des cuves de rétention) montre une prise en charge sérieuse de la part des responsables environnement de la société APPIA.

Le commissaire enquêteur donne un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobés et ses installations annexes exploitée par la société APPIA pour le site de Ciry Salsogne. »

V.2 - Avis des conseils municipaux

Le rayon d'affichage étant de 2 km, les communes consultées par Monsieur le Préfet ont été CIRY SALSOGNE, mais également les communes de CELLES SUR AISNE, CHASSEMY, CHIVRES VAL, CONDE SUR AISNE, MISSY SUR AISNE, SERMOISE, VAILLY SUR AISNE et VASSENY.

CIRY SALSOGNE : 3 novembre 2005

Par 9 voix contre, 1 abstention et 5 voix pour, le conseil municipal émet un avis défavorable au dossier. Cet avis n'est pas argumenté.

L'avis des autres communes ne figure pas au dossier transmis par la Préfecture.

V.3 - Avis des services administratifs

Les différents services consultés dont la préfecture nous a transmis les avis sont : l'agence de l'eau Seine Normandie, le Conseil Général de l'Aisne (CG02), la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF), la direction départementale de l'équipement (DDE), la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), la direction régionale de l'environnement de Picardie (DIREN), la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP), la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), le service départemental d'incendie et de secours (SDIS), le service départemental de l'architecture et du patrimoine (SDAP), le service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile (SIDPC), le syndicat des eaux d'Ile de France (SEDIF), la SNCF et le service de la navigation de la Seine (SNS).

- **Agence de l'eau : 17 octobre 2005**

« Le site possède plusieurs déboueurs-séparateurs à l'hydrocarbure dont au moins un (traitement des eaux de ruissellement en provenance de la centrale d'enrobage) est équipé d'un déversoir d'orage. Le dossier présenté ne mentionne aucune information sur le dimensionnement de ces ouvrages ni aucune documentation technique. L'Agence de l'Eau Seine Normandie préconise que ce type d'ouvrage traite l'ensemble des eaux collectées et ne présente aucun by-pass intégré. Ces équipements devront être vidangés au minimum une fois par an. Une partie des eaux après traitement étant infiltrée, un suivi des rejets devra être instauré ce qui permettra de déterminer la fréquence de curage des déboueurs-séparateurs à hydrocarbure. »

- **CG02 : 6 décembre 2005**

Il indique que l'installation est desservie par deux accès débouchant sur la RD 531, route à faible trafic, ne présentant aucun problème de visibilité de part et d'autre du site.

Au titre des compétences départementales, le Conseil Général émet un **avis favorable** sur le dossier sous réserve que le pétitionnaire prenne en charge l'entretien de ses accès et des accotements situés le long de la propriété.

Quant au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR), une délibération du conseil municipal a été adoptée le 27 décembre 1993, pour l'inscription des chemins suivants au PDIPR :

Chemin rural dit DU FRANC PORT

Chemin rural dit DES MAILLARDS

Chemin rural dit DE BRAINE A SALSOGNE

Chemin de remembrement DU PAVILLON A LA MONTAGNE DE CITRY

Chemin rural dit DU CIMETIERE

En conséquence, ces chemins doivent figurer dans le projet.

- **DDAF : 8 novembre 2005**

Aucune observation particulière

- **DDE : 27 octobre 2005**

- « Au titre de l'urbanisme et du droit des sols

- La commune de Ciry Salsogne ne dispose pas de document d'urbanisme, c'est le règlement national d'urbanisme qui s'applique. Un Plan Local d'Urbanisme est en cours d'élaboration depuis août 2004.

- L'installation ne se situe pas dans un périmètre de protection « monuments historiques », mais à proximité immédiate du périmètre éloigné d'une station de pompage d'eau potable de la commune.

- Au titre de la voirie

- L'accès au site se fait par la RD 531 où la circulation est faible, de l'ordre de 300 véhicules par jour.

- Au titre de l'environnement

- Un Plan de Prévention du risque Inondation a été prescrit le 26 janvier 2001 entre Montigny-Lengrain et Evergnicourt pour 73 communes. Sur le projet de zonage, le site se situe en zone blanche. Le projet n'est pas situé dans les zones exposées aux risques d'inondation. La rivière « La Vesle » est située à environ 250 m du site.

- L'installation se situe à 275 m d'une ferme isolée, à 400 m d'une zone de loisirs et du lotissement « le domaine des étangs » comprenant environ 40 habitations. Par contre le site jouxte le camping communal récemment créé.

- En conclusion, il formule un **avis favorable** pour les domaines qui le concernent. »

- **DDASS : 17 octobre 2005**

- « 1°) Concernant le forage

- Un plan indiquant son implantation et l'étude d'impact relative au pompage seront transmis dans la mesure où le terrain de l'entreprise est en limite du périmètre de protection éloigné des forages de CIRY SALSOGNE.

- L'aménagement de ce forage sera décrit, ainsi que sa profondeur, la nappe captée, le débit horaire et journalier envisagé.

- Un dispositif anti-retour d'eau devra être installé.

- 2°) Concernant l'eau du réseau public

- Un dispositif anti-retour sera également mis en place.

- 3°) Concernant les eaux souterraines

- Seuls les forages implantés sur la commune de CIRY SALSOGNE ont été recherchés. Compte tenu du sens d'écoulement (sud vers le nord), les forages notamment situés sur la commune de CONDE SUR AISNE doivent être recherchés.

- 4°) Concernant les sables de fonderie

- Un plan de localisation de la zone de stockage sera transmis. Le pétitionnaire indique que des travaux d'étanchéification du stockage sont prévus en 2005 et de couverture du stockage en 2006 afin d'éviter la formation de lixiviat.

- Le pétitionnaire précisera depuis quand il accueille des sables de fonderie sur le site et donnera des précisions quant à la pollution éventuelle du sol et de la nappe alluviale.

- Selon les analyses des sables de fonderie, des traces de phénol, arsenic, cadmium, plomb, chrome VI.... sont analysées. Quel a donc pu être l'impact de ces sables sur le sol ?

- Le système de surveillance de la qualité des sables apportés sera décrit. Il est prévu l'apport de 25 t/j et une seule analyse tous les 6 mois, ce qui paraît faible.

- 5°) Concernant les stockages

- De nombreuses mises en conformité (p 105) sont à faire dans les plus brefs délais.

- 6°) Concernant la surveillance des eaux souterraines

- Aucun dispositif n'est prévu par le pétitionnaire. Compte tenu des stockages non conformes, de la zone de stockage des sables de fonderie non étanchéifiée, du rejet par tranchée drainante des eaux pluviales, le pétitionnaire proposera un suivi ou une analyse de l'impact du mode d'activités passées et ce, dans la mesure où des forages AEP sont proches de la nappe d'eau souterraine présente entre 2 – 6 m.

- 7°) Concernant les rejets d'eaux vannes

- Un plan localisant ces deux installations sera transmis (une seule figure sur le plan). Deux zones distinctes de production d'eau usées sont identifiées. Les eaux sont dirigées vers deux fosses septiques puis respectivement vers un champ d'épandage.

- Le nombre de personnes concernées par chaque zone sera indiqué ainsi que le dimensionnement des fosses et champ d'épandage. La fréquence de vidange des fosses sera précisée.

- 8°) Concernant les eaux industrielles

- Celles-ci sont dirigées vers deux bassins de décantation de 4,5 m3 et 2 m3 puis vers un bassin de 150 m3.

- La vérification de l'étanchéité de ces trois bassins sera évaluée.

- 9°) Concernant les eaux pluviales

- Un programme de surveillance de la qualité des eaux rejetées sera proposé. Pour cela, un lieu sera aménagé afin de faciliter ces prélèvements.

- 10°) Concernant les rejets atmosphériques

- De nombreux rejets sont recensés, qu'ils soient canalisés (au nombre de 8 plus 11 hottes) ou diffus (15 postes de dépotage, 7 de chargement et près de 27 événements des cuves de stockage).

- Seul le rejet de la centrale d'enrobage a été analysé.

- Pour les diffus, aucune analyse n'a été faite.

- Seuls les rejets de trois cuves et deux postes de chargement ont été analysés dans la mesure où ils sont traités.

- Il est nécessaire compte tenu du grand nombre de rejets, de décrire rejet par rejet, le type de molécules rejetées en fonction du contenu des cuves et d'estimer notamment le niveau de rejet sur chaque événement. Un schéma précisant le contenu des cuves sera donné, en les numérotant. Un tableau synthétisant les informations demandées sera rédigé.

- Pour faire ces estimations il faudra s'appuyer sur les analyses déjà réalisées.

Le chapitre actuel relatif à l'impact de l'installation sur l'air est insuffisant pour conclure. Par ailleurs, tous ces éléments sont absolument nécessaires à l'étude d'impact sur la santé.

11*) Concernant l'étude d'impact sur la santé

De nombreuses insuffisances sont notées et ne permettent pas de conclure quant à l'absence de risque pour la population. Par conséquent, une nouvelle étude devra être rédigée en tenant compte des observations suivantes :

11-1) La voie eau souterraine est trop rapidement éliminée compte tenu des insuffisances de l'étude d'impact environnementale. Les éléments suivants devront être précisés avant de rejeter le vecteur eau :

- impact du forage,
- impact et qualité du rejet par tranchée drainante,
- étanchéité des bassins,
- impact du stockage de sables de fonderie et des stockages non conformes jusqu'alors.

11-2) Recensement des dangers

Il doit être effectué à partir des rejets aqueux, atmosphériques, des produits stockés (pages 141-142, annexe 9), des nuisances. Les HAP seront également pris en compte car aucune estimation chiffrée n'a été donnée.

11-3) Voies de contamination

Seul le vent dominant est pris en compte. Aucune exploitation de la rose des vents n'est faite. Un autre vent dominant venant du Nord-Est dirigerait les rejets vers le lotissement.

Seul le village de CIRY SALSOGNE à 3 km est cité. Celui de CONDE SUR AISNE est pourtant plus proche à 1,2 km. Par conséquent, le périmètre d'étude sera redéterminé.

11-4) Exposition

Il est un peu trop « simpliste » de partir du postulat d'absence de données pour ne pas dérouler correctement la méthodologie. Le pétitionnaire fera donc l'acquisition des données nécessaires à ce volet santé pour estimer l'exposition des populations. Une réflexion sera par ailleurs menée afin d'évaluer la faisabilité de canaliser un maximum d'événements.

11-5) Valeurs toxicologiques

Celles-ci seront redonnées en fonction des agents dangereux. Les sources (page internet) seront clairement citées car par exemple pour le naphthalène, il dispose d'autres valeurs.

EN CONCLUSION, émet un **avis défavorable** susceptible d'être revu dès l'obtention des informations demandées notamment aux points 1, 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 11. »

- **DDTEFP : 27 octobre 2005**

Avis favorable

- **DRAC : 21 mars 2005**

« Les travaux, constructions ou aménagements cités en objet, dont vous m'avez adressé le dossier conformément aux textes visés, ne sont pas susceptibles, selon les informations dont nous disposons, d'affecter des éléments du patrimoine archéologique.

En conséquence, ce dossier ne fera pas l'objet de prescriptions de mesures de détection, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique définies par le livre V du code du patrimoine susvisé. »

- **SDAP : 10 octobre 2005**

Pas d'observation particulière

- **SDIS : 20 octobre 2005**

Le service émet un avis favorable avec les prescriptions suivantes :

1. Les dispositions énoncées dans le dossier seront respectées.
2. Le projet devra être conforme aux prescriptions du Code du Travail.
3. La défense contre l'incendie sera réalisée par la mise en place d'extincteurs appropriés aux risques (règle R4 de l'ASPAD). Ils seront fixés à leur emplacement, la poignée de manœuvre étant à 1,20 mètre du sol au maximum (art. R 232-12-17 du Code du Travail).
4. Augmenter le volume du bassin d'eau de 75 m³ prévu pour la lutte contre l'incendie à 120 m³. Celui-ci devra être accessible et utilisable en toutes circonstances et correctement signalé.
5. Des consignes affichées bien en évidence dans chaque bâtiment, sur support inaltérable, indiqueront le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (uniquement le 18) et les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre. Ces consignes seront affichées en particulier à proximité d'un appareil téléphonique qui permet d'obtenir les lignes extérieures (art. R 232-12-20 du Code du Travail).

- **SEDIF : 10 novembre 2005**

Le syndicat demande des précisions avant de se prononcer sur l'impact de l'exploitation de ce site sur la production d'eau potable à l'usine de Méry sur Oise :

Il serait souhaitable que soit indiqué si les travaux de mise en conformité des rétentions, dont l'achèvement était prévu pour début 2005, ont été réalisés. Il serait également intéressant que soit décrite la procédure d'évacuation des eaux pluviales stagnant au fond de ces rétentions.

En ce qui concerne les eaux d'extinction d'incendie, ni les besoins en eau, ni les volumes de confinement associés ne sont mentionnés dans le dossier. De plus, le devenir des eaux d'extinction d'incendie n'est pas clairement explicité. Par contre, l'utilisation de merlons en guise de barrage, en cas de sinistre, évoqué en page 144, ne semble pas être une solution appropriée. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours pourrait être utilement consulté à ce sujet.

- **SIACEDPC** : 9 novembre 2005
Aucune observation

- **SNCF** : 7 octobre 2005
Pas d'objection de principe

- **SNS (arrondissement Champagne)** : 7 novembre 2005

« Moyens de transport »

Etant donné la proximité de l'Aisne navigable et du canal latéral à l'Aisne, le transport par voie d'eau pourrait être étudié pour les matières premières servant à la fabrication des produits de la société APPIA, notamment les granulats utilisés par la centrale d'enrobage (environ 100 000 tonnes par an).

Alimentation en eau

La société APPIA est alimentée en eau par le réseau public.

A l'avenir, la société APPIA envisage d'utiliser le forage réalisé sur le site en 2001 pour alimenter les deux usines de liants et la citerne de stockage des eaux de refroidissement. Les besoins en eau de forage sont estimés à 14 600 m³ par an.

Effluents produits

La société APPIA produit différents effluents :

1) Les eaux pluviales

Les eaux pluviales du site (ruissellement sur les voiries et les toitures) sont collectées, passent dans des décanteurs et des séparateurs à hydrocarbures et sont envoyées dans un bassin de 1 000 m³. Les eaux traitées du bassin sont ensuite pompées et évacuées à travers une tranchée d'infiltration.

Les eaux pluviales évacuées dans la tranchée d'infiltration doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

En débit : par temps sec, le débit doit être nul. Par temps de pluie, le débit induit par le ruissellement doit être inférieur à deux litres par seconde par hectare.

En concentration :

Paramètre	Concentration maximale instantanée (en mg/l)	Méthode de mesure
MES	50	NFT 90-105
DCO nd	90	NFT 90-101
DBO5 nd	25	NFT 90-103
Hydrocarbures	2	NFT 90-114
Plomb	0.1	

Le pH doit être compris entre 5.5 et 8.5.

La température doit être inférieure à 25 °C.

L'effluent ne doit contenir aucune odeur.

2) Les eaux domestiques

Les eaux domestiques (eaux sanitaires, eaux de lavage du réfectoire, ...) sont traitées dans deux fosses septiques puis infiltrées par épandage dans le sol.

Les dispositifs de traitement doivent être conformes à l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

3) Les eaux industrielles

Les eaux usées industrielles sont dirigées dans un bassin étanche de 150 m³ puis sont acheminées régulièrement pour être traitées par une entreprise agréée.

En conclusion, sous réserve de la prise en compte des observations énoncées ci-dessus et que toutes les dispositions soient prises pour prévenir la pollution des sols, des eaux souterraines et des eaux de surfaces (notamment, les plans d'eau situés à proximité du site), le Service de la Navigation de la Seine **ne s'oppose pas** à la demande d'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobés et ses installations annexes présentée par la société APPIA. »

- **SNS (arrondissement Picardie)** : 27 octobre 2005

« 1°) Au titre du risque inondation »

Le site pourrait être situé en zone inondable de par la rivière la Vesle. Il convient donc de prendre contact avec la DDE de l'Aisne.

2°) Au titre de la gestion des eaux

Il a été noté qu'aucun rejet direct ne s'effectue dans les rivières Aisne ou la Vesle.

a) les eaux usées sanitaires qui sont traitées dans 2 fosses septiques doivent respecter les prescriptions de l'arrêté du 6 mai 1996.

b) les eaux industrielles récupérées dans un bassin étanche de 150 m³ seront envoyées en centre de traitement.

c) les eaux pluviales seront dirigées dans un bassin étanche de 1 000 m³ après être traitées par un débouilleur-deshuileur. Les eaux ne pourront être infiltrées que si les concentrations en hydrocarbures sont inférieures à 5 mg/l.

Les citernes et cuvent doivent être implantées sur des fosses de rétention afin d'éviter toute pollution accidentelle du sol.

En conclusion, il émet un **avis favorable** sous réserve du respect des prescriptions précédentes. »

L'avis de **direction régionale de l'environnement de Picardie** ne figure pas au dossier transmis par le Préfet.

VI - COMMENTAIRES DE LA DRIRE - PROPOSITIONS

VI.1 - Echanges entre l'exploitant et différents services

- Avec la DDASS, suite à son avis du 17 octobre 2005.

Mémoire en réponse du demandeur :

Le 6 mars 2008, la DRIRE Picardie a transmis à la DDASS les éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2^{ème} avis de la DDASS : daté du 27 mars 2008

« 1°) Concernant le forage

Le PAP devra limiter le débit d'exploitation à 40m³/h et un dispositif anti-retour sera imposé sur le forage.

2°) Concernant l'eau du réseau public

J'ai pris note de la mise en place du dispositif anti-retour.

3°) Concernant les eaux souterraines

L'unité hydrologie évoquée initialement était bien celle située en rive gauche de l'Aisne avec un sens d'écoulement du Sud vers le Nord.

Les forages à recenser étaient ceux situés au Nord du site jusqu'à la rive gauche de l'Aisne.

Cependant, la réponse apportée par le pétitionnaire est suffisante.

4°) Concernant les sables de fonderie

Le plan de localisation de la zone de stockage des sables sera impérativement transmis à la DDASS.

J'ai pris note de l'étanchéification de cette zone en 2005.

Les résultats d'analyses de sol sur les 5 sondages seront également transmis à la DDASS.

Le PAP prescrira la surveillance des eaux souterraines. Le projet d'article sera transmis à la DDASS, avant inscription du dossier à l'ordre du jour d'une séance du CODERST.

Par ailleurs, j'ai pris note, que par courrier du 8 novembre 2007, EIFFAGE s'engage à arrêter l'activité de recyclage des sables de fonderie. Le stock existant devra donc être évacué. Le PAP encadrera ces deux propositions (arrêt et évacuation des sables existants).

5°) Concernant les stockages

J'ai pris note qu'une majeure partie des stockages a été mis en conformité par EIFFAGE en 2005, 2006 et 2007.

6°) Concernant la surveillance des eaux souterraines

Ce point a été vu avec les sables de fonderie (4°).

7°) Concernant les rejets d'eaux vannes

Les données demandées dans l'avis initial de mes services seront transmises par l'exploitant afin de valider la conformité des installations actuelles.

8°) Concernant les eaux industrielles

Le PAP devra prévoir régulièrement (la fréquence restant à définir), la vérification de l'étanchéité de ces trois bassins compte tenu de la proximité de la nappe et des forages d'eau destinées à la consommation humaine.

9°) Concernant les eaux pluviales

Le PAP prescrira la surveillance de la qualité de ces eaux.

10°) Concernant les rejets atmosphériques

Dans le dossier initialement présenté, les rejets suivants avaient été recensés :

- canalisés : 8 + 11 hottes
- diffus : 15 postes de dépotage, 7 postes de chargement, 27 événements des cuves de stockage.

Le tableau de synthèse de l'ensemble des rejets n'a pas été transmis.

De ce fait, l'étude santé n'est pas transparente quant aux flux de polluants globaux retenus en entrée du modèle.

11°) Concernant l'étude d'impact sur la santé

Seuls le formaldéhyde et l'acétaldéhyde ont été retenus.

Le benzène et le naphthalène auraient pu être sélectionnés.

Les flux des différentes molécules sélectionnées, entrés dans le modèle seront précisés.

Ces flux ont été estimés à partir des analyses sur le site de MONTESCOURT-LIZEROLLES.

Il conviendra, une fois en fonctionnement, de faire des analyses sur le site de CIRY-SALSOGNE afin de vérifier toutes ces hypothèses.

Le PAP prescrira des analyses au niveau des différents rejets (chaudière, centrale d'enrobage, usine de liants, dépotage) pour les paramètres COV. Les molécules benzène, naphthalène, formaldéhyde et acétaldéhyde seront précisément quantifiées.

EN CONCLUSION, j'émet à nouveau un **avis défavorable** qui sera revu dès la transmission du projet du PAP et des éléments encore manquants.

En résumé, les **éléments suivants seront repris dans le PAP** :

- dispositif anti-retour sur le forage,
- débit d'exploitation du forage limité à 40 m³/h,
- surveillance de la qualité des eaux souterraines,
- arrêt et évacuation des sables de fonderie,
- vérification de l'étanchéité des trois bassins,
- surveillance de la qualité des eaux pluviales avant rejet,
- surveillance des rejets atmosphériques, notamment des paramètres benzène, naphthalène, formaldéhyde et acétaldéhyde.

Les éléments suivants seront transmis à la DDASS :

- plan localisant la zone de stockage des sables de fonderie,
- résultats d'analyses de sol des 5 sondages,
- bilan de la mise en conformité des stockages,
- données sur les eaux vannes,
- tableau de synthèse des rejets atmosphériques en précisant les flux intégrés dans la modélisation. ».

Mémoire en réponse du demandeur : datée du 9 juin 2008

L'exploitant répond au deuxième avis de la DDASS.

3^{ème} avis de la DDASS : daté du 20 octobre 2008

« 1°) Concernant les sables de fonderie

Le plan de localisation de la zone de stockage des sables sera impérativement transmis à la DDASS.

Les résultats d'analyses de sol sur les 5 sondages seront également transmis à la DDASS.

2°) Concernant les stockages

J'ai pris note des mises en conformité

3°) Concernant les eaux vannes

J'ai pris note de la filière

4°) Concernant les rejets atmosphériques

J'ai pris note du tableau des flux de polluants associés aux sources d'émission.

Par ailleurs, les remarques relatives aux éléments à inclure dans le PAP, formulées dans mon avis du 27 mars 2008 sont toujours d'actualité.

En conclusion, j'émet un avis favorable qui sera également favorable au CODERST sous réserve de disposer avant le CODERST du projet du PAP qui comprendra les éléments suivants :

- dispositif anti-retour sur le forage,
- débit d'exploitation du forage limité à 40m³/h,
- surveillance de la qualité des eaux souterraines,
- arrêt et évacuation des sables de fonderie,
- vérification de l'étanchéité des trois bassins,
- surveillance de la qualité des eaux pluviales avant rejet,
- surveillance des rejets atmosphériques, notamment des paramètres benzène, naphthalène, formaldéhyde et acétaldéhyde.

Les éléments suivants seront transmis à la DDASS :

- plan localisant la zone de stockage des sables de fonderie,
- résultats d'analyses de sol des 5 sondages. »

VI.2 - Synthèse des avis

- ↳ Le commissaire enquêteur rend un **avis favorable**. Lors de l'enquête, une seule observation écrite a été portée sur le registre d'enquête. Le commissaire lui a répondu.
Toutefois, le commissaire enquêteur relève l'engagement de l'exploitant de mettre sur rétention l'ensemble des produits susceptibles de générer une pollution. Cette obligation réglementaire est reprise dans le projet d'arrêté.
- ↳ La consultation des conseils municipaux a donné lieu à un **avis défavorable** de la part de la commune de CIRY-SALSOGNE. Toutefois, aucun argument n'est apporté par la commune.
- ↳ La consultation des services a donné lieu à un ensemble d'**avis favorables** avec différentes remarques dont nous repreneons les notables :
 - L'ensemble des réserves apportées par la DDASS a été intégré dans le projet d'arrêté préfectoral ;
 - Les différentes remarques émises par le SNS ont été reprises dans le projet d'arrêté préfectoral (notamment concernant le rejet d'eaux pluviales ;
 - le SDIS préconise les moyens en eaux nécessaires pour éteindre un éventuel incendie. Ces prescriptions sont reprises dans le projet d'arrêté ;
 - Avec les différents compléments qu'il a remis, l'exploitant a répondu aux interrogations soulevées par le SEDIF ;

- La demande faite par l'agence de l'eau concernant les débourbeurs déshuileurs a été intégrée au projet d'arrêté préfectoral ;
- La réserve émise par le conseil général concernant les accès routiers est intégrée dans le projet d'arrêté ;

VI.3 - Conclusion - Proposition

Seule la commune de CIRY-SALSOGNE s'est prononcée lors de l'enquête publique. Elle a rendu un avis défavorable sans toutefois l'argumenter. Il est donc difficile de prendre en considération cet avis.

Les services de l'Etat ont rendu des avis favorables au projet. Toutes les recommandations, prescriptions ou demandes faites par les différents services de l'Etat consultés ont été retenues.

Enfin, le commissaire enquêteur exprime un avis favorable.

Par ailleurs, après étude du dossier de demande d'autorisation, l'inspection des installations classées juge que le projet respecte les prescriptions du Code de l'Environnement et de tous les textes se rapportant à l'exploitation de dépôt de ferraille.

Dans ces conditions, nous proposons au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Aisne d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud sur le territoire de la commune de CIRY-SALSOGNE dans les conditions du projet d'arrêté joint en annexe.

Celui-ci est élaboré à partir du dossier de demande, des différents textes réglementaires applicables aux installations classées et des observations particulières formulées lors des consultations sur ce projet.